

<https://snetap-fsu.fr/Vers-un-rendez-vous-non-salarial.html>



Vers un rendez-vous non salarial ?

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : mercredi 19 juin 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le Secrétaire d'Etat à l'action et aux comptes publics a annoncé un rendez-vous salarial pour la Fonction publique le 2 juillet prochain.

Mais la réunion préparatoire qui s'est tenue le 18 juin a d'ores et déjà fermé de nombreuses portes.

Le dégel de la valeur du point d'indice semble être écarté d'emblée... ce que la [FSU](#) a contesté avec force.

Le gouvernement n'envisage aucune mesure générale à même de soutenir le pouvoir d'achat et les niveaux de vie de toutes et tous les agent-es.

En complément d'un plan de revalorisation de la valeur du point d'indice, la FSU a réaffirmé la nécessité d'une attribution uniforme de 30 points d'indice sur l'ensemble de la grille pour poursuivre la revalorisation et tenir compte de l'inflation et de la croissance. Elle a défendu également la nécessité d'améliorer les déroulements de carrière, notamment en raccourcissant les durées de séjour dans les échelons et en fluidifiant les promotions de grade.

La FSU a rappelé que le minimum fonction publique (indice 309 depuis 2013), qui sert souvent d'indice pour la rémunération des contractuel-les les plus précaires, doit être augmenté.

Elle a enfin rappelé sa demande d'abrogation du jour de carence.

Pour seule réponse à toutes ces questions, la DGAFP a concédé quelques pistes qui ne correspondent qu'à des mesures d'accompagnement de cette politique d'austérité : GIPA, indemnité différentielle pour les rémunérations indiciaires sous le [SMIC](#). En revanche, elle a opposé une fin de non-recevoir sur la réévaluation de la compensation de la hausse de la CSG et a remis à la loi « mobilité » l'instauration de l'IKV (indemnité vélo) dont le décret est pourtant prêt depuis 2017.

Concernant les non-titulaires, la DGAFP indique qu'aucune mesure significative ne sera prise avant 2021.

La FSU dénonce le maintien d'une politique d'austérité salariale dans la Fonction publique. Une politique injuste qui ne reconnaît ni le travail des agent-es ni leur engagement professionnel qui permet de faire vivre le service public sur tout le territoire.

La FSU appelle les agent-es à amplifier la pression sur le gouvernement avant le rendez vous salarial du 2 juillet, en particulier à l'occasion de la journée d'action intersyndicale du 27 juin.

Les Lilas, le 19 juin 2019.